

CONFIDENTIEL

Monsieur le Président,

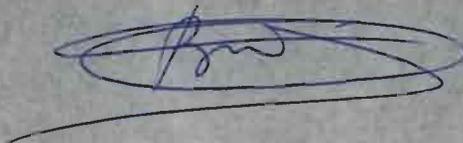
Par lettre en annexe, l'Administrateur du Prix Leadership Afrique Vous invite à faire partie du comité des candidatures pour la quatrième édition annuelle de ce Prix pour l'élimination durable de la faim, et de proposer des candidatures pour 1990.

AVIS : Etant donné que Vous êtes candidat à ce Prix, il ne serait pas indiqué que Vous fassiez partie du Comité des candidatures pour cette année. Néanmoins, le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts qui a également été contacté à cette fin pourrait répondre par l'affirmative et faire partie du Comité. Il a, d'ailleurs, commencé à se concerter avec le MINAFFET pour étudier les modalités de présentation de Votre candidature au Hunger Project, comme l'atteste la correspondance en annexe. Le MINAFFET devrait donc demander à nos Ambassades concernées d'accélérer le lobbying en faveur du soutien de Votre candidature par les organismes influents et veiller à ce que cette candidature soit présentée avant le 1er juin 1990, date limite du dépôt des candidatures.

Veillez agréer, Monsieur le Président,
l'assurance de ma plus haute considération.

Kigali, le 3 mai 1990

Pour le Service des Affaires Extérieures,
BIZIGE Herménégilde
Chef de la Section
Politique Extérieure.



THE HUNGER PROJECT

Alert

GLOBAL OFFICE
ONE MADISON AVENUE
NEW YORK, NY 10010 USA
Tel: 212.532.4255
Fax: 212.532.9785
Tlx: 4972126 THPI UI

Le 10 mars 1990

JOAN HOLMES
Global Executive Director

Global Board of Directors

IAN WATSON
Chairman of the Global Board,
The Hunger Project
Chairman of the Board,
Tellsen Holdings, Ltd.

ADEBAYO ADEDEJI, Ph.D.
Executive Secretary,
UN Economic Commission for Africa

RAMKRISHNA BAJAJ
Head of the Bajaj Group of Industries

PETER G. BOURNE, M.D.
President, Global Water, Inc.
Former Assistant Secretary-General,
United Nations

MARK C. CHONA
Executive Chairman,
Sumika Investments Ltd.

JOHN DENVER
Composer, musician, entertainer

PAUL DIETRICH
President,
Eton Court Publishers

WERNER ERHARD
Founder, Werner Erhard & Associates,
Transformational Technologies, Inc.

WAYNE FREDERICKS
Former Executive Director,
International Governmental Affairs,
Ford Motor Company

JOAN HOLMES
Global Executive Director,
The Hunger Project

BRADFORD MORSE
President, Salzburg Seminar
Former Administrator,
United Nations Development Programme

SHINGO NOMURA
President, Center for Global Action

MARY OKELO
Senior Advisor to the President,
African Development Bank
Founder, Kenya Women's Finance Trust

M. S. SWAMINATHAN, Ph.D.
President, International Union
for Conservation of Nature and
Natural Resources (IUCN)

S.E. M. Le Président Juvénal
Habyarimana
Président de la République du Rwanda
B.P. 15
Kigali
Rwanda

Excellence:

J'ai le grand honneur de vous inviter à faire partie du comité des candidatures pour la quatrième édition annuelle du Prix Leadership Afrique pour l'élimination durable de la faim.

Le Prix Leadership Afrique met à l'honneur annuellement un ou une Africaine qui s'est distingué par ses qualités exceptionnelles de leadership pour l'élimination durable de la faim au niveau national, régional ou du continent.

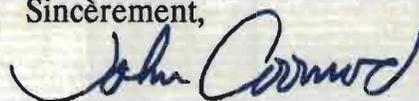
A travers ce prix, le Hunger Project attire l'attention du monde entier sur les qualités de leadership qui sont nécessaires pour fournir aux peuples d'Afrique l'opportunité dont ils ont besoin pour devenir économiquement viables.

Dans le rapport ci-joint, vous trouverez les discours prononcés par les lauréats 1989 du prix, Son Excellence Quett K.J. Masire, Président de la République du Botswana, et le Dr Bernard Lédéa Ouedraogo, fondateur et dirigeant de l'une des plus importantes et des plus performantes des organisations du développement à la base en Afrique.

Ce rapport fournit les informations dont vous aurez besoin afin de proposer les candidatures pour 1990. Celles-ci doivent être reçues le 1er Juin au plus tard.

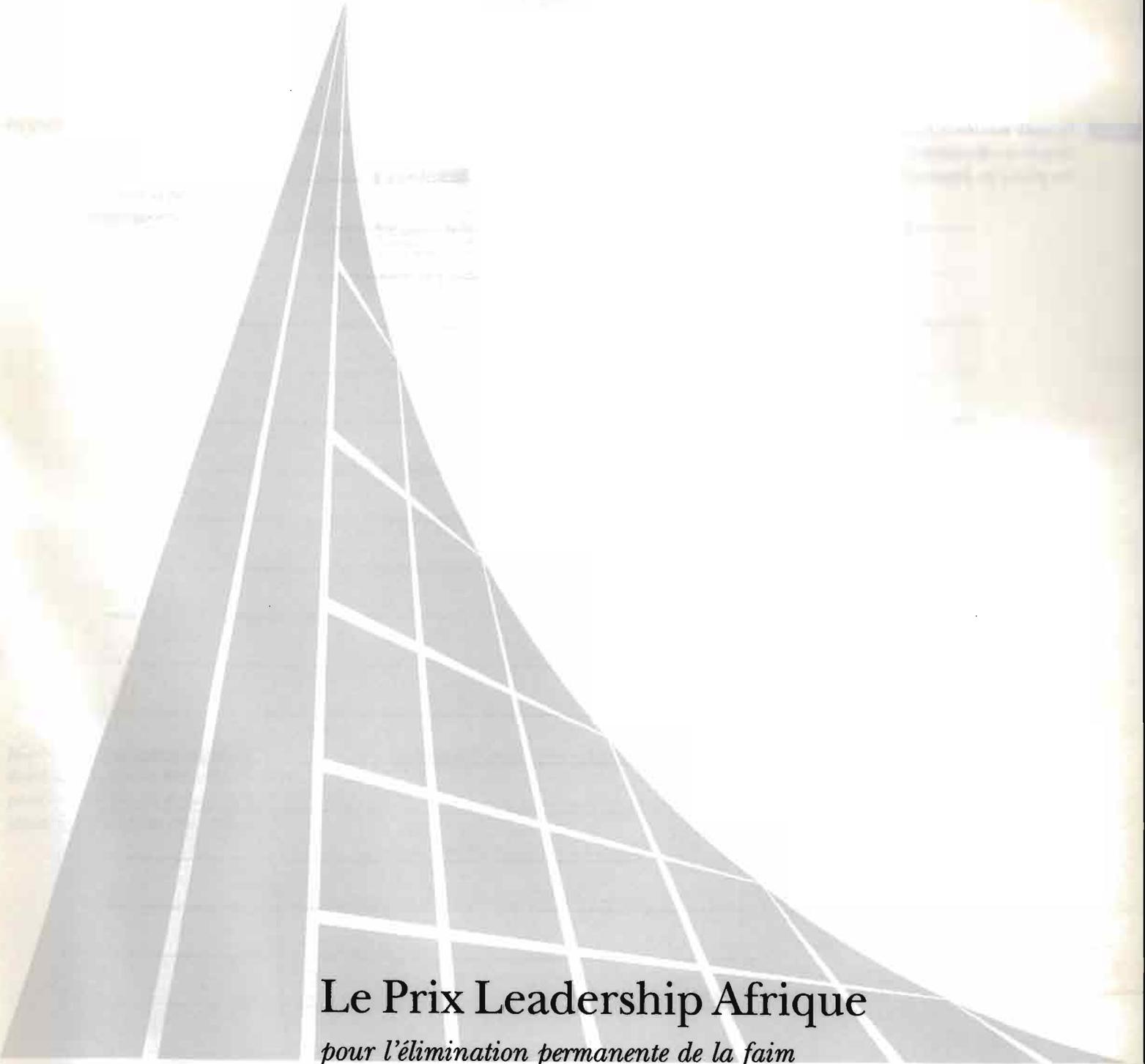
Etant donné votre expérience, intérêt et perspectives sur les questions liées au développement de l'Afrique, nous serions très honorés de votre participation au processus de nomination des candidats.

Sincèrement,



Dr. John Conrood
Administrateur du Prix

Pièce Jointe



Le Prix Leadership Afrique

pour l'élimination permanente de la faim

Formulaire de mise en Nomination

*(Prière de donner autant que possible
des renseignements complets. Ecrire
lisiblement.)*

Nom du Candidat ou de la Candidate

Titre

Adresse

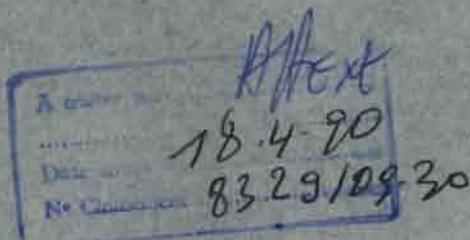
Téléphone/Télex

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
DE L'ELEVAGE ET DES FORETS
BP.621 - KIGALI.

Kigali, le 13 AVR. 1990

N° 1754 /09.30

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères
et de la Coopération Internationale
K I G A L I.



Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre, pour suite nécessaire et urgente la photocopie d'un dossier m'envoyé par The Hunger Project relativement à une présentation de candidature au Prix Leadership Afrique 1990.

Compte tenu de la campagne de lobbying en cours pour présenter la candidature du Président de la République, vous pourrez apprécier ce qu'il convient de faire pour répondre à cet appel étant donné que la date limite de présentation de candidature est fixée au 1er juin 1990.

C.P.I.à:

✓ S.E. Monsieur le Président de
la République Rwandaise
KIGALI.

- Monsieur le Secrétaire Général
du M.R.N.D. - KIGALI.

Le Ministre de l'Agriculture,
de l'Elevage et des Forêts

A. NZIZIZIYAYO.



THE HUNGER PROJECT

GLOBAL OFFICE
ONE MADISON AVENUE
NEW YORK, NY 10010 USA

Tel: 212.532.4255
Fax: 212.532.9785
Tlx: 4972126 THPI UI

JOAN HOLMES
Global Executive Director

Global Board of Directors

IAN WATSON
Chairman of the Global Board,
The Hunger Project
Chairman of the Board,
Tellsen Holdings, Ltd.

ADEBAYO ADEDEJI, Ph.D.
Executive Secretary,
UN Economic Commission for Africa

RAMKRISHNA BAJAJ
Head of the Bajaj Group of Industries

PETER G. BOURNE, M.D.
President, Global Water, Inc.
Former Assistant Secretary-General,
United Nations

MARK C. CHONA
Executive Chairman,
Sumika Investments Ltd.

JOHN DENVER
Composer, musician, entertainer

PAUL DIETRICH
President,
Eton Court Publishers

WERNER ERHARD
Founder, Werner Erhard & Associates,
Transformational Technologies, Inc.

WAYNE FREDERICKS
Former Executive Director,
International Governmental Affairs,
Ford Motor Company

JOAN HOLMES
Global Executive Director,
The Hunger Project

BRADFORD MORSE
President, Salzburg Seminar
Former Administrator,
United Nations Development Programme

SHINGO NOMURA
President, Center for Global Action

MARY OKELO
Senior Advisor to the President,
African Development Bank
Founder, Kenya Women's Finance Trust

M. S. SWAMINATHAN, Ph.D.
President, International Union
for Conservation of Nature and
Natural Resources (IUCN)

Le 10 mars 1990

S.E. Anastase Nteziryayo
Ministre de l'Agriculture et du Bétail
B.P. 621
Kigali
Rwanda

30 MARS 1990
Entrée le
No indic. 3997
Traiter par:
Assessment

Excellence:

J'ai le grand honneur de vous inviter à faire partie du comité des candidatures pour la quatrième édition annuelle du Prix Leadership Afrique pour l'élimination durable de la faim.

Le Prix Leadership Afrique met à l'honneur annuellement un ou une Africaine qui s'est distingué par ses qualités exceptionnelles de leadership pour l'élimination durable de la faim au niveau national, régional ou du continent.

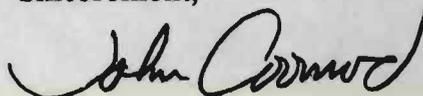
A travers ce prix, le Hunger Project attire l'attention du monde entier sur les qualités de leadership qui sont nécessaires pour fournir aux peuples d'Afrique l'opportunité dont ils ont besoin pour devenir économiquement viables.

Dans le rapport ci-joint, vous trouverez les discours prononcés par les lauréats 1989 du prix, Son Excellence Quett K.J. Masire, Président de la République du Botswana, et le Dr Bernard Lédéa Ouedraogo, fondateur et dirigeant de l'une des plus importantes et des plus performantes des organisations du développement à la base en Afrique.

Ce rapport fournit les informations dont vous aurez besoin afin de proposer les candidatures pour 1990. Celles-ci doivent être reçues le 1er Juin au plus tard.

Etant donné votre expérience, intérêt et perspectives sur les questions liées au développement de l'Afrique, nous serions très honorés de votre participation au processus de nomination des candidats.

Sincèrement,



Dr. John Conrood
Administrateur du Prix

Pièce Jointe

Le Prix Leadership Afrique

pour l'élimination permanente de la faim

Formulaire de mise en Nomination

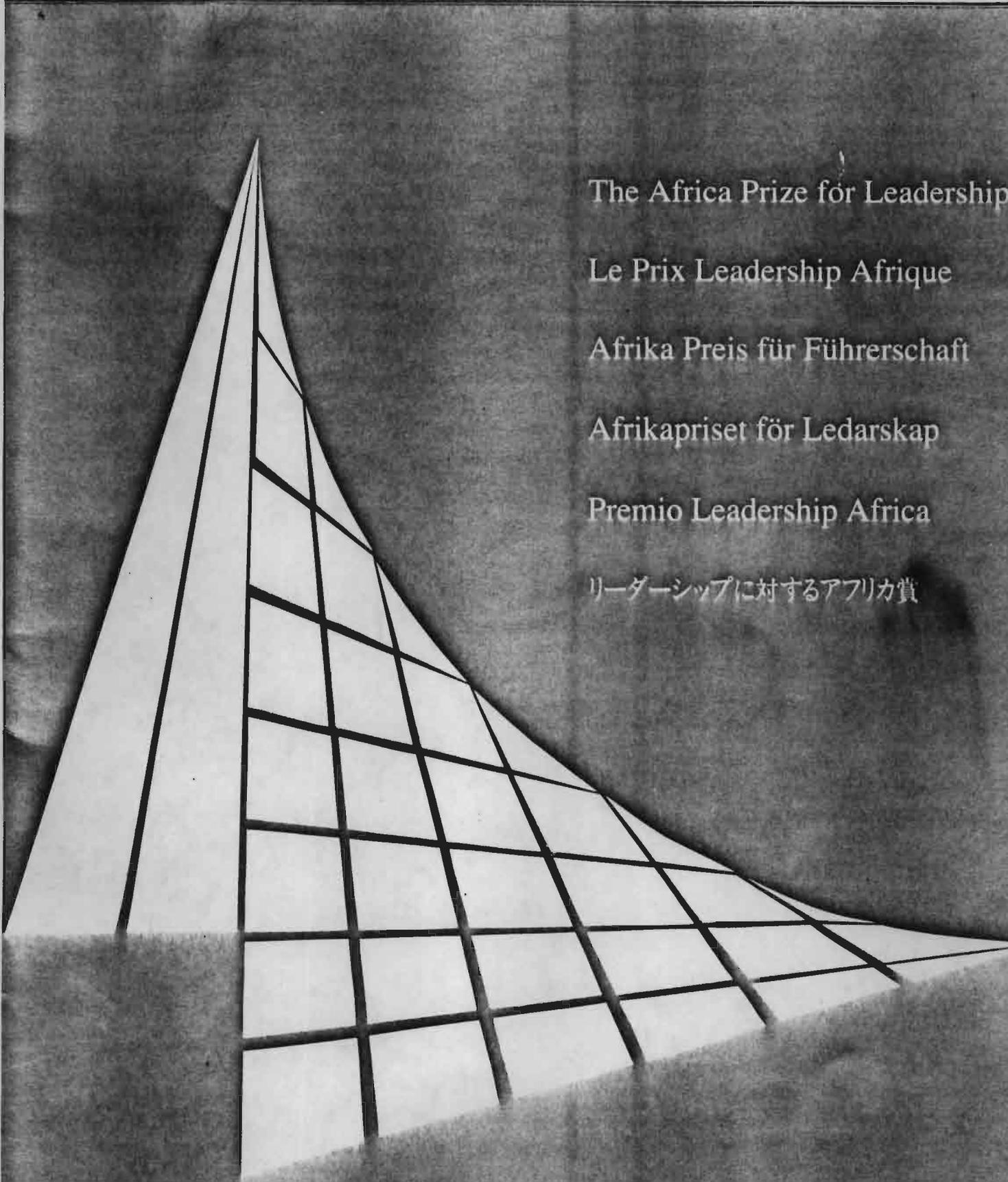
*(Prière de donner autant que possible
des renseignements complets. Ecrire
lisiblement.)*

Nom du Candidat ou de la Candidate

Titre

Adresse

Téléphone/Télex



The Africa Prize for Leadership

Le Prix Leadership Afrique

Afrika Preis für Führerschaft

Afrikapriset för Ledarskap

Premio Leadership Africa

リーダーシップに対するアフリカ賞

The Africa Prize for Leadership

For the Sustainable End of Hunger 1990

Le Prix Leadership Afrique

pour l'élimination permanente de la faim

Le Prix Leadership Afrique honore chaque année une éminente personnalité africaine qui a fait preuve de leadership exceptionnel dans la lutte pour l'élimination permanente de la faim aux niveaux de la nation, de la région et du continent tout entier.

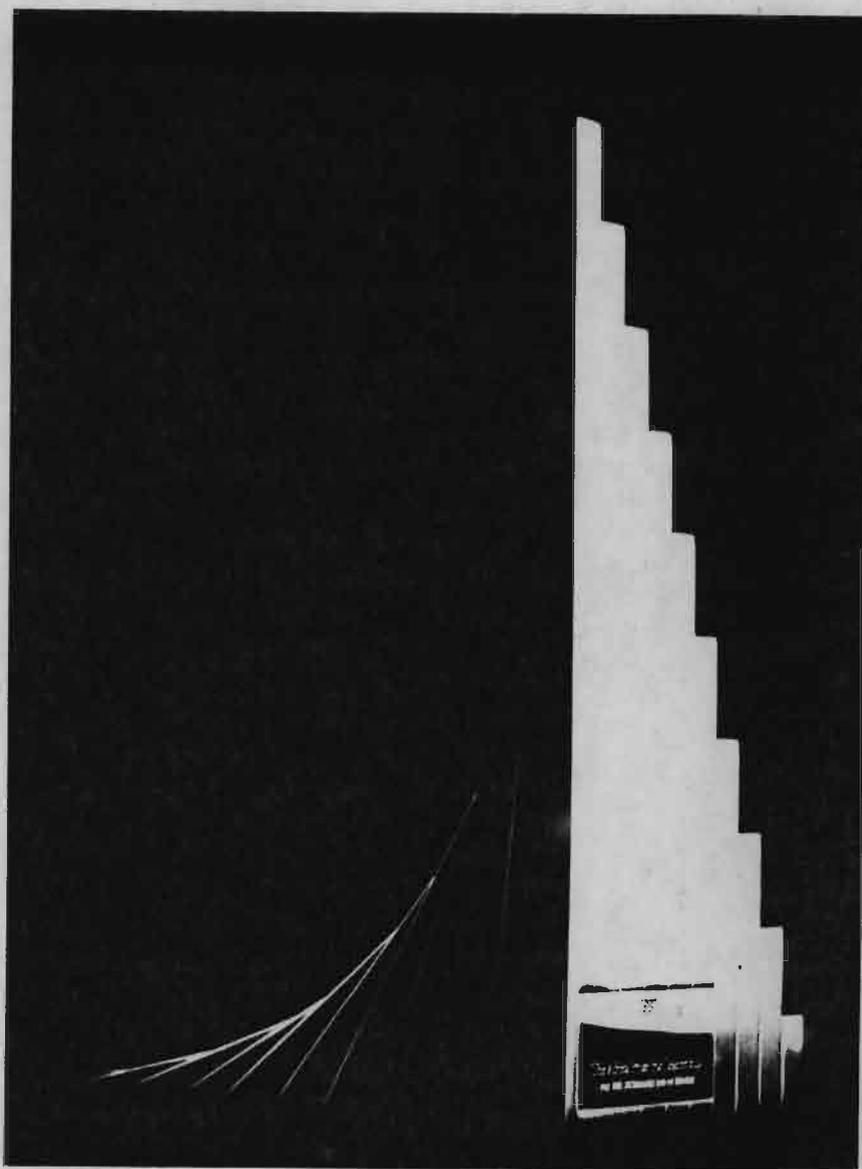
Ce prix récompense en principe des individus qui travaillent dans divers domaines d'intérêt général tels que la science, l'agriculture, l'éducation et la santé, et dont les qualités personnelles, la politique et le leadership reflètent le courage, la sagesse, l'initiative, la créativité et, dans certains cas, le sacrifice personnel.

Le prix a pour but d'honorer le lauréat et de le récompenser pour sa contribution exceptionnelle au bien-être général des populations africaines. En plus, il vise à faire prendre davantage conscience par la communauté internationale des nombreux dirigeants africains qui sont tenus de prendre des décisions difficiles et les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes agricoles, économiques, politiques et sociaux pressants auxquels doit faire face le continent.

Enfin, le prix a pour objet de mieux faire comprendre et de soutenir les dirigeants efficaces et dynamiques qui n'épargnent aucun effort pour éliminer à tout jamais la faim en Afrique.

Le Prix Leadership Afrique sera présenté le 27 septembre 1990 à New York à l'occasion d'une cérémonie qui coïncidera avec l'ouverture de l'Assemblée Générale des Nations Unies et avec le Sommet Mondial pour l'Enfant.

Le lauréat recevra une sculpture créée par Takenobu Igarashi, artiste de renommée internationale ainsi qu'un prix en espèces de 100 000 dollars en récompense de son travail pour le peuple africain.



La sculpture du Prix Leadership Afrique, par Takenobu Igarashi.

Lauréats du Prix Leadership Afrique

1989

S.E. Dr. Quett K. J. Masire

Président de la République du Botswana

Le président Masire a investi les fruits de la récolte de la forte croissance économique du Botswana dans le secteur de la petite agriculture. De 1981 à 1987, le Botswana a été touché par une des sécheresses les plus dévastatrices de son histoire. M. Masire a juré que personne ne souffrira de la faim et il a tenu parole. Il a instauré des programmes de lutte contre la sécheresse parmi lesquelles un programme de surveillance alimentaire, un programme pour prévenir la sécheresse et un programme de financement pour la rémunération des travaux et l'acheminement de nourritures aux nécessiteux.

M. Bernard Lédéa Ouedraogo

Président et fondateur du mouvement Naam

Secrétaire Générale et co-fondateur de l'association internationale des Six "S"

M. Ouedraogo est un des fondateurs et dirigeants des mouvements d'autonomie locaux les plus populaires et les plus réussis d'Afrique. C'est un leader audacieux et visionnaire mais aussi un penseur du développement qui a motivé des centaines de milliers de petits agriculteurs dans la région sahéenne aride de l'Afrique de l'Ouest à prendre en charge leur propre développement.

1988

S.E. Robert G. Mugabe

Président de la République du Zimbabwe

Sous le leadership du président Mugabe, le Zimbabwe est devenu un des plus grands succès agricole de l'histoire de l'Afrique. Aujourd'hui le Zimbabwe est non seulement « auto-suffisant » dans la production de sa nourriture de base, le maïs, mais exporte ses surplus vers d'autres pays d'Afrique.

1987

S.E. Abdou Diouf

Président de la République du Sénégal

En tant que président de l'O.U.A en 1985-86, M. Diouf a joué un rôle décisif en forgeant un large consensus continental pour le programme prioritaire du redressement de l'Afrique. Il a éloquentement représenté l'Afrique lors de la session spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la situation économique critique en Afrique.

Professeur Thomas R. Odhiambo

Directeur du C.I.P.E.I.: Centre International de la Physiologie et de l'Ecologie des Insectes, Nairobi, Kenya ; président fondateur de l'Académie des Sciences Africaines.

Le professeur Odhiambo est un homme de science de réputation mondiale, pionnier de la recherche physiologique adaptée à l'environnement africain. Ses travaux portent sur le développement, l'accroissement de la production alimentaire et l'amélioration de la santé dans les milieux ruraux.

Le Jury International 1989

Président

L'honorable Bradford Morse

*Président du séminaire de Salzbourg ;
Secrétaire Général du Conseil
InterAction d'anciens chefs de
gouvernement ; ancien administrateur
du Programme des Nations Unies pour
le Développement.*

S.E. Dame Nita Barrow

*Ambassadeur et représentante
permanente de la Barbade auprès de
l'Organisation des Nations Unies ;
membre du groupe des éminentes
personnes du Commonwealth ; ancienne
présidente du YWCA mondial.*

M. Norman E. Borlaug

*Lauréat du prix Nobel ; professeur
d'agriculture internationale à la Texas
A&M University.*

M. Mark C. Chona

*Membre invité, Overseas Development
Council ; Président exécutif, Sumika
Investments Ltd. ; innovateur du
développement rural privé en Zambie et
ancien conseiller principal du président
de la Zambie, M. Kenneth Kaunda.*

S.E. M. Idé Oumarou

*Ministre d'Etat, conseiller du président
Ali Saibou du Niger ; ancien Secrétaire
Général de l'Organisation de l'Unité
Africaine ; ancien ministre nigérien des
Affaires Etrangères.*

M. M.S. Swaminathan

*Président de l'Union internationale
pour la conservation de la nature et de
ses ressources ; ancien directeur
général de l'Institut international de la
recherche sur le riz ; ancien secrétaire
du ministère indien de l'agriculture et de
l'irrigation.*

Secrétaire exécutive du jury

Joan Holmes

*Directrice exécutive mondiale,
Le Projet Faim.*



M. Ouedraogo et Le Président Masire à la cérémonie de la remise du Prix en 1989.

Un message du président du jury international

l'honorable Bradford Morse

Durant les années 80, le continent africain a dû surmonter d'énormes problèmes économiques et écologiques. Et pourtant, on a vu émerger de ces difficultés des tendances qui, si elles se consolident et s'affermissent, pourraient fournir la base à des progrès encore plus importants dans les années 90. Ce sont:

- Des développements prometteurs qui pourraient aboutir à la résolution des conflits régionaux.
- Des progrès dans le domaine des droits de la Femme, et une grande reconnaissance de son rôle central dans le développement.
- Une coopération internationale réussie dans les domaines de la survie de l'enfant et des soins de santé primaires.
- L'engagement renouvelé des gouvernements africains de faire de l'agriculture la première des priorités de leur développement économique.
- Une démocratisation de plus en plus prononcée et un progrès remarquable vers des conditions favorables au déclenchement de l'énergie et de la créativité du peuple africain.
- Une reconnaissance croissante de l'importance de « protéger et de préserver » l'environnement.
- L'élargissement rapide des réseaux de mouvements dynamiques d'auto-assistance, d'associations d'agriculteurs et d'autres organisations locales non gouvernementales.

Et surtout, encore plus important que le développement, a été l'apparition de dirigeants innovateurs et engagés dans tous les secteurs de la société africaine - des leaders qui n'ont pas hésité à contester les vieilles idées et à tracer pour les peuples africains de nouvelles voies plus productives dans leur lutte pour améliorer leurs conditions de vie.

Le Prix Leadership Afrique a été établi pour encourager et soutenir ces dirigeants, et de contribuer à la création d'un authentique partenariat global pour renforcer la lutte héroïque des peuples comme des dirigeants africains. Si les possibilités présentées par les années 90 sont conçues pour bénéficier l'Afrique, cette décennie pourrait vraiment être décisive pour la fin de la faim.

C'est donc avec cette conviction que j'ai l'honneur de vous inviter à participer au processus de présentation de candidats au Prix Leadership Afrique 1990 pour l'élimination permanente de la faim.

Méthode de présentation des Candidatures

Les candidatures au Prix Leadership Afrique 1990 peuvent être soumises soit par des particuliers ou soit par des organisations.

Les candidatures peuvent se faire par lettre ou par le formulaire conçu spécialement à cet effet. Celles-ci devront comprendre des renseignements biographiques récents, ainsi qu'un court compte rendu précisant les qualifications du candidat au Prix en matière de leadership. Veuillez inclure tout renseignement supplémentaire, rapports ou articles, qui pourraient éclairer le jury sur les travaux du candidat.

Le lauréat devra assister à la cérémonie de la remise du Prix.

Les candidatures et documents ci-joints devront nous parvenir avant le 1er juin 1990.

Veuillez adresser toute correspondance à :

Dr John Coonrod
administrateur du Prix
Le Projet Faim/The Hunger Project
One Madison Avenue
New York, NY 10010
Etats Unis d'Amérique

Téléphone : 212.532.4255
Télécopie : 212.532.9785
Telex : 4972126 THPI UI

Créer un nouveau climat pour les dirigeants africain

Les activités du Prix Leadership Afrique pendant 1989

En 1989, la participation au Prix Leadership Afrique a augmenté de manière spectaculaire, ce qui a permis non seulement d'encourager plus que jamais les peuples et les dirigeants africains dans leurs efforts mais aussi d'élargir de manière significative les forums qu'il offre pour l'étude des questions cruciales concernant l'élimination permanente de la faim.

Le Discours Inaugural de la Conférence du Prix Leadership Afrique

Le 30 janvier 1989, le lauréat de l'année 1988 du Prix Leadership Afrique, S.E.M. Robert G. Mugabe, président de la République du Zimbabwe, a prononcé un discours à la cérémonie d'ouverture d'une nouvelle série d'événements publics, les Discours par un dirigeant sur le prix Afrique. Cette cérémonie s'est tenue au Commonwealth Hall sous les auspices du Commonwealth Trust, de la Société Royale Africaine, du Royal Institute of International Affairs et de la Britain/Zimbabwe Society en association avec Le Projet Faim.

Plus de 700 diplomates, membres éminents des sociétés hôtes, journalistes et autres personnes intéressées ont pris part à cette réunion que présidait Sir Shridath Ramphal, secrétaire général du Commonwealth. Dans son discours, le président Mugabe a décrit les progrès économiques et sociaux accomplis par son pays après l'indépendance dans le cadre d'une lutte qu'il a qualifiée de « deuxième révolution ... la guerre de libération économique ». Il a également demandé que s'instaure un partenariat :

Je lance donc un appel aux pays développés du Nord pour qu'ils se joignent à l'Afrique et aux pays du Sud en vue d'assurer que l'imagination et la créativité, ces deux dons de l'homme, s'unissent dans un élan commun.



Président Abdou Diouf du Sénégal



Président Robert Mugabe du Zimbabwe

Ce faisant ils permettront à des millions d'individus qui aujourd'hui ont faim et souffrent, de vivre et de prospérer demain tout en contribuant au développement de la civilisation.

Des exemplaires du discours du président Mugabe ont été publiés en

anglais et en français, et envoyés à plus de 10 000 responsables et experts dans le monde.

Elargissement du processus des candidatures

En 1989, le nombre des candidatures au Prix Leadership Afrique reçu par le Projet Faim a battu tous les records tandis que de hauts fonctionnaires de l'Union Soviétique et d'autres pays de l'Europe de l'Est soumettaient pour la première fois une liste de candidats.

Transmission télévisée en direct dans le monde

L'annonce des lauréats du Prix Leadership Afrique 1989 a été transmise en direct par satellite à 100 réunions organisées localement. Elle a eu lieu au Centre International des conférences de Dakar au Sénégal, au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York et au National Press Club à Washington D.C.

Le Projet Faim a eu l'honneur de pouvoir compter sur la présence de S.E.M. Abdou Diouf, président de la République du Sénégal et un des premiers lauréats du Prix Leadership Afrique, qui a présidé l'annonce des lauréats 1989 à Dakar. Dans son allocution, le président Diouf a renouvelé son appel en faveur de la création d'un front mondial pour la paix économique en Afrique:

Il s'agira d'un front pour renverser d'abord, sans délai et de façon durable, les tendances à la dégradation de la situation alimentaire de ce continent et à l'augmentation de sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Un front aussi pour permettre de préserver l'équilibre écologique de l'Afrique et d'enrichir son capital foncier pour une meilleure productivité.



Le Révérend Jesse Jackson

A Washington, D.C., le principal conférencier était le Révérend Jesse Jackson qui, récemment, a parlé d'un puissant retour de l'esprit de partenariat des Afro-américains avec les peuples africains. Dans son intervention à la conférence de presse, il a demandé aux participants de « lutter infatigablement contre la faim ».

La crise est extrêmement grave. Il y a de nos jours dans le monde plus d'affamés que jamais auparavant. Le temps presse mais je suis convaincu que notre plaidoyer en faveur de la paix, de la prospérité et de la bonne volonté internationale ne sera pas ignoré.

Le Prix Leadership Afrique s'exprime par la musique

En juillet, Hugh Masekela, le « roi du jazz africain », a créé et narré une comédie musicale télévisée d'une demi-heure pour « célébrer » le Prix Leadership Afrique. M. Masekela participe aux activités liées à ce prix depuis sa création : c'est ainsi qu'il a organisé pour la cérémonie de remise dudit prix en 1987 un spectacle par la troupe de *Sarafina !*, une comédie musicale de Broadway et, en 1988, un autre avec Miriam Makeba, lui-même et son orchestre.

L'initiative scientifique

M. Thomas R. Odhiambo, lauréat en 1987 du Prix Leadership Afrique avec le président Diouf, prononcera en 1990 le discours sur le prix. Les travaux qu'il dirige au centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes

dont le nouveau siège a récemment été inauguré dans la banlieue de Nairobi, ont permis ces derniers mois de progresser dans la lutte contre bon nombre d'insectes qui détruisent l'agriculture en Afrique, notamment la mouche tsé-tsé, les tiques, les acridiens et les insectes perforants. En mai, ce centre a été l'hôte d'une conférence internationale à laquelle ont participé des agriculteurs, des scientifiques et des responsables.

La cérémonie de la remise du Prix Leadership Afrique 1989

En 1989, le Prix Leadership Afrique a bénéficié de la participation accrue de la communauté afro-américaine et du secteur des entreprises.

Willie Mae Wright et les Wright Family Singers ont ouvert la cérémonie. Randall E. Echols, un activiste de Washington D.C., a ensuite rendu un hommage émouvant au feu député américain Mickey Leland. L'honorable David N. Dinkins, aujourd'hui maire de la ville de New York, était présent tout comme l'étaient également les rédacteurs d'importants journaux et revues de la communauté afro-américaine.

Le Prix Leadership Afrique 1989 a été financé par 91 particuliers, sociétés et communautés du Projet Faim. Le nombre des sociétés s'élève à 57, soit près de trois fois celui de 1988. Des représentants de 50 sociétés ont assisté à la cérémonie.

Les publications et vidéocassettes du Prix Leadership Afrique peuvent être obtenues sur demande en s'adressant aux bureaux du Projet Faim.



Le Professeur Thomas Odhiambo

S.E. M. Quett K. J. Masire

Président de la République du Botswana

Sous la conduite du président Quett K.J. Masire, les efforts constants déployés par le Botswana pour développer les secteurs de la nutrition, de la santé, de l'éducation et du logement ont permis d'améliorer considérablement la qualité de vie des habitants. Le taux de mortalité infantile au Botswana est de 72 pour 1000, soit le taux le plus bas des pays de l'Afrique au sud du Sahara.

Peu après l'élection du président Masire en 1980, le Botswana a été touché par une des sécheresses les plus dévastatrices de son histoire, commençant en 1981 pour se terminer en 1987 seulement. La production vivrière a chuté, tombant de 55 000 à 6 000 tonnes, tandis qu'un tiers du cheptel périssait. Résolu à tout mettre en oeuvre pour que cette sécheresse ne cause aucune perte de vie humaine, le gouvernement du président Masire a créé le Programme d'aide aux victimes de la sécheresse (systèmes de surveillance nutritionnelle et d'alerte rapide, programmes de travail rémunéré et autres programmes de distribution) afin que les aliments soient réellement distribués à ceux qui en avaient le plus besoin.

La majeure partie de recettes en devises du Botswana proviennent de la vente sur le marché mondial de ses ressources minérales. Le président Masire a sagement investi ce revenu dans le secteur de la petite agriculture en vue de renforcer la sécurité alimentaire et de garantir le bien-être de ses concitoyens. Ces investissements comprennent: l'alimentation en eau salubre des villages; l'amélioration des routes rurales; l'agrandissement des établissements d'enseignement et de santé en milieu rural; l'exécution de

projets de développement intégré dans certaines parties du pays; la création de brigades de vulgarisation pour promouvoir les petites entreprises de village; et l'accroissement continu de la production animale.

Sous l'impulsion du gouvernement du président Masire, le Botswana a connu la période de croissance économique la plus équilibrée de toute l'Afrique, en dépit de six années de sécheresse dévastatrice, et d'un climat politique hostile. Le Botswana a ces dix dernières années enregistré un taux de croissance économique moyen de 12 p.100 par an, et ce grâce surtout à une utilisation prudente de ses ressources minérales, notamment les diamants.

Le Botswana est connu pour ses institutions démocratiques, le respect des droits de l'homme, une presse libre, un pouvoir judiciaire indépendant et son attachement à une société multiraciale. Sous la direction du président Masire, il s'est également fait le champion de causes morales internationales, s'opposant vigoureusement à l'apartheid.

M. Masire est membre fondateur du parti démocratique du Botswana en 1982. En 1965, il est élu à l'assemblée nationale et, en 1966, nommé vice-premier ministre. Durant cette période, il joue un rôle clé dans les négociations pour l'indépendance. De celle-ci en 1966 à son élection au poste de président du pays en 1980, M. Masire remplit les fonctions de vice-président et de ministre des finances. Il a été entre 1981 et 1984 président de la conférence pour la coordination du développement de l'Afrique Australe.



Le Président Quett K. J. Masire

Discours de S.E. M. Quett K. J. Masire

A l'occasion de la cérémonie de la remise du Prix Leadership Afrique 1989

C'est pour moi un grand honneur de recevoir au nom du Gouvernement et du peuple botswanais mais aussi en mon nom personnel le Prix Leadership Afrique 1989 pour l'élimination permanente de la faim. C'est également pour moi un honneur de pouvoir prendre aujourd'hui la parole devant cette auguste assemblée. L'année dernière, le président Mugabe a parlé des progrès accomplis par le Zimbabwe et des possibilités concrètes que le pays avait offertes à des millions de ses concitoyens d'améliorer le rendement de l'agriculture après des décennies pendant lesquelles ces possibilités leur avaient été refusées.

Je m'enorgueilliss donc de suivre les traces de cet éminent chef d'Etat et libérateur africain.

Le Botswana est un pays voisin du Zimbabwe mais il n'en a ni les sols ni le climat qui lui garantiraient un bon potentiel agricole. Il englobe le désert du Kalahari dont certaines zones l'entourant ont un potentiel arable. Ceci étant, je ne suis pas venu ici pour évoquer des changements spectaculaires qui auraient engendré la possibilité d'obtenir de bonnes récoltes. Par contre, je vais vous

expliquer comment le Botswana a fait face entre 1981 et 1987 à six années de sécheresse et comment, malgré les terribles dégâts causés par ce fléau à l'environnement et aux récoltes, le programme d'aide a permis de sauver un grand nombre de vies tout en donnant aux habitants la santé et l'espoir nécessaires pour mener une vie relativement épanouie. C'est un exploit dont nous sommes très fiers.

Après maintes années pendant lesquelles le monde en est arrivé à considérer l'Afrique comme une série de catastrophes successives, le moment est venu de faire le bilan de la situation. Le Projet Faim a été créé par des individus résolus à éliminer pour toujours la faim. Il se peut certes que nous ne puissions pas éliminer les guerres et leurs conséquences dont la famine mais je suis par contre convaincu que nous pouvons éliminer la faim causée par la sécheresse. La sécheresse de six ans dont a souffert le Botswana a été de mémoire d'homme, son cauchemar le plus effroyable. Tout semble néanmoins indiquer que personne n'est mort des effets de ce fléau et c'est de surcroît, si je ne me trompe, la raison pour laquelle vous m'avez invité à venir ici aujourd'hui.

Permettez-moi donc de vous expliquer comment nous avons fait face à la sécheresse. En guise de préambule, je brosserai très brièvement un tableau de la sécheresse et de la production agricole en Afrique.

Les effets de la sécheresse en Afrique doivent être examinés dans le contexte des tendances de la production et de la consommation de céréales vivrières. La sécheresse ne préoccupe guère les pays où un petit nombre d'habitants sont tributaires de la production et des revenus agricoles locaux. Dans la plupart des pays du continent, un pourcentage élevé de la population tire la majeure partie de son revenu de l'agriculture. Et, dans la plupart des pays du continent également, le niveau des précipitations et de la production vivrière varie considérablement de l'un à l'autre alors que le niveau moyen de la production agricole est bas. Aussi, une longue sécheresse les frappe-t-elle durement.

Nous avons dû apprendre à saisir les véritables contraintes auxquelles doivent faire face les agriculteurs pour comprendre à quel point il est difficile à un grand nombre d'entre eux...



L'eau est une rare denrée au Botswana.

Les tendances de la production agricole sont bien connues. La production vivrière totale des pays de l'Afrique au sud du Sahara a depuis 1960 augmenté à un rythme plus lent que la population. La production vivrière n'a pas été suffisante pour répondre aux besoins et, lorsque le déficit était trop élevé pour être comblé par nos propres ressources, nous avons été obligés d'importer, que ce soit par le biais du commerce ou de l'aide, des quantités de plus en plus grandes de céréales vivrières de base.



Des hommes labourant les champs au Botswana.

De nombreux experts ont analysé en profondeur les raisons pour lesquelles la production vivrière n'a pas suivi la demande et je n'ai aucunement l'intention de les répéter ici. Partout en Afrique, nous essayons d'inverser la baisse des termes de l'échange que connaît le secteur agricole, contraints que nous sommes pour ce faire de procéder à des ajustements structurels douloureux avec des résultats souvent très divers. Nous avons dû apprendre à saisir les véritables contraintes auxquelles doivent faire face les agriculteurs pour comprendre à quel point il est difficile à un grand nombre d'entre eux de modifier leurs technologies. Nous nous sommes rendus compte qu'en offrant aux hommes des technologies améliorées alors que ce sont les femmes qui travaillent les champs, nous obtenions des résultats très limités.

Nous avons appris à écouter les agriculteurs, à tirer parti de leur expérience et à travailler avec eux et non pas contre eux. Et, dans les zones vulnérables à la sécheresse, nous avons dû accepter que les agriculteurs courent des risques beaucoup plus grands que nous ne l'avions en général imaginé et que leurs réactions devant ces risques méritent d'être prises en considération, même si cela signifie que les niveaux moyens de production seront bas. Ce

sont des leçons qui nous ont manifestement coûté cher.

Les agriculteurs africains travaillent par ailleurs dans des conditions climatiques plus variables que celles que les agriculteurs en zones tempérées pourraient imaginer, même dans leurs rêves les plus épouvantables. Un gouvernement responsable doit se préparer non seulement à aider les agriculteurs à accroître leurs rendements moyens mais encore à faire face aux effets de la sécheresse. Comme nous le savons, les méthodes modernes de culture font considérablement monter les coûts si les pluies font défaut. L'agriculteur qui emprunte pour acheter de bonnes semences et de bons engrais comme son homologue dans un climat tempéré perdra davantage s'il ne pleut pas que son voisin qui utilise lui ses propres semences sans engrais.

Un gouvernement responsable doit se préparer non seulement à aider... mais encore à faire face aux effets de la sécheresse.

Dans la plupart des pays africains, les perspectives agricoles cette année sont bonnes. D'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et

l'agriculture, de nombreux pays souhaiteraient qu'on les aide à écouler leurs excédents. Il va de soi que les changements de climat peuvent également avoir des effets opposés ; lorsque le climat est favorable, il peut en effet engendrer des excédents auxquels nous ne sommes pas habitués.

Dans la plupart des pays de l'Afrique Australe, la production agricole est inférieure de 8 p.100 à ce qu'elle a été l'année dernière. Nonobstant, les récoltes cette année demeurent supérieures à la moyenne. Au Botswana, la récolte de 1989 est de moitié environ celle de l'année dernière lorsque notre récolte a été réellement magnifique, à savoir 116 000 tonnes de céréales vivrières, soit près de moitié les besoins de la nation. Après avoir connu des récoltes de 17 000 tonnes en moyenne par an au cours des six années de sécheresse, ce renversement de la situation nous a fortement encouragés.

Cette année, la récolte a diminué à cause des insectes qui ont dévoré les semences, les pousses et finalement les plantes.

Suite à la sécheresse, le nombre des acridiens, des quéléas et des rongeurs s'est multiplié à un rythme incroyable. Pour de nombreux agriculteurs, cela a eu sur les récoltes un effet quasiment identique à celui de la sécheresse : des champs complètement « morts ». Pour bien se préparer à une sécheresse, il faut mettre en place des structures qui permettent d'aider les habitants touchés par d'autres calamités également.

Mesdames et messieurs, laissez-moi maintenant vous expliquer la manière dont nous avons lutté contre la sécheresse des années 80. Depuis que la collecte de données pluviométriques a commencé au début du XXe siècle, les années de sécheresse et de non-sécheresse se sont succédé, mais seuls ceux qui se livrent aux études statistiques en sont conscients. Au début des années 60, nous avons pour la première fois souffert pendant cinq années de suite de la sécheresse. Et dans

les années 70, nous avons bénéficié de cinq années de pluies exceptionnellement bonnes. Puis, dans les années 80, nous avons souffert de six années d'une sécheresse très grave.

Vers la fin de la période des pluies dans les années 60, un colloque national sur la sécheresse a été organisé (en 1978) au cours duquel les météorologistes ont projeté une longue période de sécheresse durant les années 80. A l'époque, aucun plan spécifique n'avait été élaboré mais nous étions psychologiquement prêts à affronter le pire et à prendre au cas échéant des mesures de grande envergure.

Ce colloque a été immédiatement suivi de la sécheresse des années 1978-1979. Un vaste programme de secours a dû être exécuté sans tarder. Alors qu'elles réussissaient à approvisionner en aliments un grand nombre d'habitants, les autorités ne parvenaient malheureusement pas à en approvisionner d'autres. Il a donc fallu apporter rapidement des modifications à ce programme.

A la lumière de l'expérience accumulée durant la sécheresse des années 1978-79, nous en avons profité pour évaluer le programme d'aide des années 1979-80 et pour faire des recommandations concernant de futurs programmes. Le rapport d'évaluation a été étudié en juin 1981. Durant les programmes de lutte contre la sécheresse en 1982-83 et 1983-84, des institutions et des structures ont été mises en place, et sont demeurées essentiellement inchangées à l'exception de l'addition de quelques programmes agricoles après 1985.

Comment faire face à la sécheresse? Telle est la question qu'il faut se poser. La première réponse est que les effets de la sécheresse sont très divers et doivent être combattus par des mesures multiples. Nos programmes dans les zones rurales comprennent des programmes d'alimentation complémentaire, des programmes de travail rémunéré ainsi que des programmes agricoles et des

programmes d'alimentation en eau. Notre système de surveillance consiste à faire une prévision des pluies, à déterminer les conditions agricoles, à évaluer l'état nutritionnel des enfants, à stocker et à distribuer des aliments, à superviser les prix alimentaires et à établir les conditions dans lesquelles se trouvent les pâturages et la faune sauvage. Pour faire cela, nous avons créé au niveau de l'administration centrale et des districts une série de comités. Ceux-ci sont tenus d'accorder aux programmes de lutte contre la sécheresse la priorité la plus haute.

Un gouvernement confronté à une grave sécheresse ne peut pas se permettre le luxe d'hésiter devant l'exécution du programme de lutte.

Je décrirai brièvement les programmes de sorte que vous puissiez en apprécier l'ampleur. Durant la sécheresse, nous avons quatre programmes d'alimentation complémentaire. Au plus fort de la sécheresse, près de 20 p.100 des calories de base dont avait besoin la population du pays ont été distribuées par le biais de ces programmes. Trois d'entre eux étaient les programmes d'alimentation directe des écoliers du primaire, des groupes d'habitants vulnérables et des enfants mal nourris.

Le quatrième de ces programmes était le programme d'alimentation des habitants vivant dans des endroits isolés, c'est-à-dire à plus de 15 km des services villageois. Bon nombre d'entre eux sont des chasseurs et des cueilleurs. La sévérité et la longueur de la sécheresse ont tué des populations entières d'animaux sauvages et causé la disparition dans les velds des aliments dont elles dépendaient. A ces habitants, on a donc fait distribuer tous les mois par camion des rations plus importantes.

Les groupes bénéficiaires d'une aide alimentaire ont été classés en catégories plus ou moins spécifiques et identifiés sur la base de critères de sélection médicaux. Ce système est vital car il permet de s'assurer que le personnel de santé peut identifier rapidement les bénéficiaires. Il permet par ailleurs de s'assurer que l'aide sera distribuée à ceux qui en ont le plus besoin.

Il ne fait aucun doute cependant que certaines personnes nécessitant une aide ne l'auraient pas reçue si tel avait été le seul programme d'aide humanitaire. Nous avons en effet dans chaque village un programme de travail rémunéré pour les personnes en bonne santé. Ce programme offrait aux participants un salaire relativement bas s'ils travaillaient à des unités de développement communales choisis par les comités de développement villageois. Ce salaire



Plusieurs projets de construction sont en cours au Botswana.

était important car il garantissait l'autosélection des participants et évitait ce qui aurait pu se transformer en une course à l'emploi au niveau du village.

Nous sommes d'avis que la participation communautaire au choix de ces unités est un facteur très important car elle garantit que les projets sont bien exécutés puisqu'ils sont choisis pour répondre aux besoins des villages et pour encourager l'autonomie. L'éventail des projets entrepris est très large. Il comprend des projets d'infrastructure comme la construction d'une maison pour un enseignant ou d'un barrage, et des projets environnementaux comme la construction de canaux et d'aménagement de réserves de bois. En procurant aux villages un revenu, nous avons empêché les entrepôts de faire faillite, nous avons assuré la distribution commerciale des denrées alimentaires et autres marchandises dans des villages bien souvent isolés. Je me dois d'ajouter que c'est la raison principale pour laquelle nous décourageons le troc vivres contre travail au Botswana. La distribution de vivres aux projets par des véhicules qui leur sont affectés va à l'encontre des intérêts du secteur commercial alors que celui-ci nécessite un appui.

En dehors des programmes d'aide humanitaire, j'ai mentionné les programmes agricoles et les programmes d'alimentation en eau. Au plus fort de la sécheresse, nous administrions six programmes agricoles, trois pour les agriculteurs au nombre desquels on trouve les familles les plus pauvres et les plus vulnérables, et trois pour les éleveurs.

Les trois premiers ont été conçus pour maintenir la viabilité des familles rurales même lorsque leurs récoltes étaient inexistantes.

Le revenu engendré atténuait une vente éventuelle des avoirs et permettait aux agriculteurs d'être constamment prêts à labourer lorsque les pluies tombaient. Nous accordions aux agriculteurs un don

pour défricher les terres, leur fournissions gratuitement des semences et autres subventions, et les autorisions à louer des animaux de trait si leur bétail venait à mourir ou devenait trop faible pour travailler.

Dans le cas des propriétaires de bétail, nous avons subventionné le prix des aliments et fourni gratuitement des vaccins contre le botulisme. A des groupes de petits agriculteurs, nous avons accordé un don pour le forage de puits. Il y avait également un programme au titre duquel nous achetions les animaux les plus vieux et les plus faibles pour essayer de réduire la surcharge pastorale.

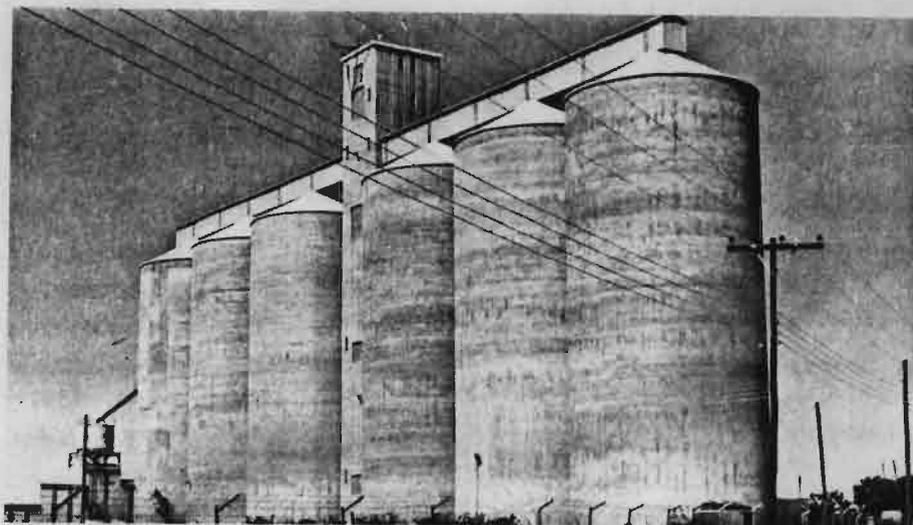
Les résultats obtenus n'ont pas toujours été positifs. En payant les agriculteurs pour qu'ils labourent leurs champs, nous veillions à ce qu'une fois les pluies tombées, la récolte serait abondante. Cela rétablissait les revenus ruraux. Malheureusement, au cours des premières années, les agriculteurs ont défriché et labouré à une époque où ils auraient dû laisser la moisson pousser. De même, quand il périt moins de bétail que d'habitude, nous n'avons pas encore réussi à convaincre les agriculteurs qu'ils doivent vendre et abattre durant la sécheresse un nombre accru d'animaux de sorte que les zones de pâturages puissent se rétablir plus rapidement une fois la catastrophe terminée. Ce sont là

de réels problèmes et nous devons encore les confronter de manière adéquate. Le point positif a été la reprise du secteur arable et le ralentissement de l'exode rural vers les villes.

Enfin, nous avons fourni des fonds additionnels aux unités d'alimentation en eau des districts pour qu'elles puissent transporter l'eau potable nécessaire aux villages dont les réserves étaient épuisées. Nous avons également accéléré les opérations de forage de puits plus profonds afin que les villages aient accès à une source d'eau plus fiable. Cela s'est révélé indispensable car la nappe phréatique avait baissé et de nombreux puits s'étaient taris durant la sécheresse:

Mesdames et messieurs, quelques mots maintenant sur l'administration des programmes d'aide.

Au niveau central du gouvernement se trouve le comité interministériel de lutte contre la sécheresse. Ce comité est chargé de superviser et d'exécuter le programme de lutte. Plus de vingt hauts fonctionnaires de tous les ministères chargés des programmes y siègent. Ils représentent le personnel non seulement des ministères les plus compétents en la matière comme les ministères de la santé, de l'agriculture, des collectivités locales et des terres mais aussi de l'organisation centrale des transports et du département des services



Des unités de stockage de grains au Botswana.



Un moulin au Botswana.

météorologiques. Une représentation adéquate au comité de direction est essentielle.

Le principal comité est assisté d'un comité technique d'alerte rapide, lequel fait une synthèse de toutes les données émanant des systèmes de surveillance de l'Etat, y compris des données sur les précipitations, l'agriculture, les niveaux de nutrition, la distribution et les stocks d'aliments, les réserves stratégiques de céréales, les parcs et la faune sauvage. Deux fois au moins tous les ans, ces données sont complétées par celles rassemblées à l'occasion d'un tour des districts. Le volume de données en provenance des districts et des organismes de surveillance est à la base d'un bon mécanisme de prise des décisions.

A la fin de la saison des pluies, le comité interministériel de lutte contre la sécheresse examine l'état de la sécheresse et l'exécution des programmes, faisant des recommandations à l'administration pour le budget annuel.

Au niveau du district, l'exécution des programmes est supervisée par les comités de secours en cas de sécheresse. Les commissaires de district, qui sont les principaux représentants de l'Etat dans les districts, président ces comités et veillent à ce que soit accordée la priorité

aux questions soulevées. A l'image de tous les autres employés de la fonction publique, les fonctionnaires siégeant aux comités de lutte contre la sécheresse dans les districts sont tenus d'accorder au programme de lutte la priorité la plus haute.

Je tiens par conséquent à saisir l'occasion qui m'est ici donnée pour exprimer ma profonde gratitude et ma reconnaissance aux fonctionnaires de mon gouvernement. ... Il ne fait aucun doute qu'ils méritent notre respect et notre considération.

Voilà, mesdames et messieurs, la structure du programme d'aide aux victimes de la sécheresse. Qu'il me soit maintenant permis d'aborder quelques questions qui, à mon avis, vous intéresseront. La première concerne l'engagement des pouvoirs publics. Un gouvernement confronté à une grave sécheresse ne peut pas se permettre le luxe d'hésiter devant l'exécution du programme de lutte. En créant un système grâce auquel on a réussi à distribuer des aliments à ceux qui en

avaient le plus besoin, nous avons éveillé chez les donateurs un soutien considérable en matière d'aide alimentaire. En arrêtant les aptitudes requises des volontaires et en les affectant au mieux dans l'administration du programme d'aide fondé sur le travail, nous nous sommes assurés qu'ils complèteraient nos efforts tout en maintenant le contrôle des programmes. En veillant à ce que l'aide alimentaire et la création de revenus interviennent en temps opportun, nous avons évité un exode massif et une forte perturbation de l'économie rurale.

C'est cette volonté de réussir plutôt que de solides réserves de change et un excédent budgétaire qui nous ont permis de survivre à la catastrophe et de sauver de nombreuses vies humaines. Je tiens par conséquent à saisir l'occasion qui m'est ici donnée pour exprimer ma profonde gratitude et ma reconnaissance aux fonctionnaires de mon gouvernement qui ont participé à la planification, à l'exécution et à la supervision du programme d'aide durant les années de sécheresse. Ils ont fait montre pendant cette période de crise d'un dévouement exceptionnel à leurs tâches. Il ne fait aucun doute qu'ils méritent notre respect et notre considération.

Nous sommes on ne peut plus conscients au Botswana du fait que le pays risque de ne pas se trouver dans une situation financière aussi positive lorsque frappera la prochaine sécheresse. D'ici là, cependant, nous espérons disposer de meilleures méthodes pour aider ceux qui en ont besoin. Nous organiserons sous peu un colloque national sur la sécheresse pour nous assurer que nous avons tiré de cette dernière expérience tous les enseignements nécessaires.

Pour améliorer nos dispositifs d'intervention, nous continuerons de faire en sorte que le pays détienne de robustes réserves financières. A cet effet, nous avons commencé à constituer un stock stratégique de céréales qui devrait garantir un approvisionnement en

était important car il garantissait l'autosélection des participants et évitait ce qui aurait pu se transformer en une course à l'emploi au niveau du village.

Nous sommes d'avis que la participation communautaire au choix de ces unités est un facteur très important car elle garantit que les projets sont bien exécutés puisqu'ils sont choisis pour répondre aux besoins des villages et pour encourager l'autonomie. L'éventail des projets entrepris est très large. Il comprend des projets d'infrastructure comme la construction d'une maison pour un enseignant ou d'un barrage, et des projets environnementaux comme la construction de canaux et d'aménagement de réserves de bois. En procurant aux villages un revenu, nous avons empêché les entrepôts de faire faillite, nous avons assuré la distribution commerciale des denrées alimentaires et autres marchandises dans des villages bien souvent isolés. Je me dois d'ajouter que c'est la raison principale pour laquelle nous décourageons le troc vivres contre travail au Botswana. La distribution de vivres aux projets par des véhicules qui leur sont affectés va à l'encontre des intérêts du secteur commercial alors que celui-ci nécessite un appui.

En dehors des programmes d'aide humanitaire, j'ai mentionné les programmes agricoles et les programmes d'alimentation en eau. Au plus fort de la sécheresse, nous administrions six programmes agricoles, trois pour les agriculteurs au nombre desquels on trouve les familles les plus pauvres et les plus vulnérables, et trois pour les éleveurs.

Les trois premiers ont été conçus pour maintenir la viabilité des familles rurales même lorsque leurs récoltes étaient inexistantes.

Le revenu engendré atténuait une vente éventuelle des avoirs et permettait aux agriculteurs d'être constamment prêts à labourer lorsque les pluies tombaient. Nous accordions aux agriculteurs un don

pour défricher les terres, leur fournissions gratuitement des semences et autres subventions, et les autorisons à louer des animaux de trait si leur bétail venait à mourir ou devenait trop faible pour travailler.

Dans le cas des propriétaires de bétail, nous avons subventionné le prix des aliments et fourni gratuitement des vaccins contre le botulisme. A des groupes de petits agriculteurs, nous avons accordé un don pour le forage de puits. Il y avait également un programme au titre duquel nous achetions les animaux les plus vieux et les plus faibles pour essayer de réduire la surcharge pastorale.

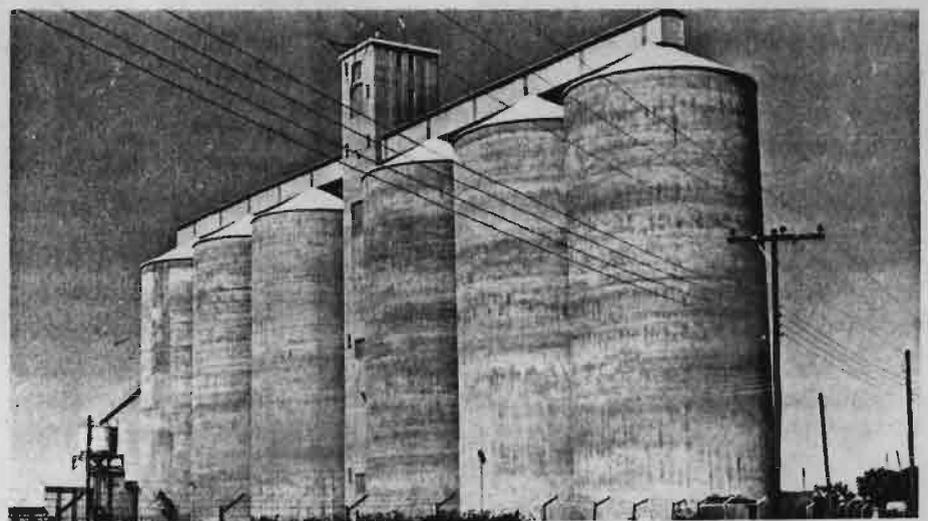
Les résultats obtenus n'ont pas toujours été positifs. En payant les agriculteurs pour qu'ils labourent leurs champs, nous veillions à ce qu'une fois les pluies tombées, la récolte serait abondante. Cela rétablissait les revenus ruraux. Malheureusement, au cours des premières années, les agriculteurs ont défriché et labouré à une époque où ils auraient dû laisser la moisson pousser. De même, quand il périt moins de bétail que d'habitude, nous n'avons pas encore réussi à convaincre les agriculteurs qu'ils doivent vendre et abattre durant la sécheresse un nombre accru d'animaux de sorte que les zones de pâturages puissent se rétablir plus rapidement une fois la catastrophe terminée. Ce sont là

de réels problèmes et nous devons encore les confronter de manière adéquate. Le point positif a été la reprise du secteur arable et le ralentissement de l'exode rural vers les villes.

Enfin, nous avons fourni des fonds additionnels aux unités d'alimentation en eau des districts pour qu'elles puissent transporter l'eau potable nécessaire aux villages dont les réserves étaient épuisées. Nous avons également accéléré les opérations de forage de puits plus profonds afin que les villages aient accès à une source d'eau plus fiable. Cela s'est révélé indispensable car la nappe phréatique avait baissé et de nombreux puits s'étaient taris durant la sécheresse.

Mesdames et messieurs, quelques mots maintenant sur l'administration des programmes d'aide.

Au niveau central du gouvernement se trouve le comité interministériel de lutte contre la sécheresse. Ce comité est chargé de superviser et d'exécuter le programme de lutte. Plus de vingt hauts fonctionnaires de tous les ministères chargés des programmes y siègent. Ils représentent le personnel non seulement des ministères les plus compétents en la matière comme les ministères de la santé, de l'agriculture, des collectivités locales et des terres mais aussi de l'organisation centrale des transports et du département des services



Des unités de stockage de grains au Botswana.

céréales vivrières de plusieurs mois. Et surtout, nous avons élaboré une stratégie alimentaire nationale qui est devenue en 1985 politique de l'Etat et qui rassemble les multiples courants de nos objectifs à moyen et à long terme dans les secteurs agricole et alimentaire. Nous avons en effet estimé qu'il était important de ne pas perdre de vue ces objectifs à plus long terme tout en répondant aux impératifs à court terme de la sécheresse. De cette façon, moins probable serait la nécessité de mettre à exécution les dispositifs d'intervention qui, après tout, allaient à l'encontre de notre objectif à long terme.

Nous devons également veiller à ce que les agriculteurs maintiennent leurs propres dispositifs d'intervention afin de réduire l'aide gouvernementale. Nous insistons pour que la totalité des prêts aux agriculteurs relève du programme de garantie des crédits agricoles. L'agriculteur comme la banque contribuera à ce programme qui doit financer ses coûts et non pas devenir un mécanisme d'octroi de subventions gouvernementales.

Les pays industrialisés peuvent à long terme faire plus pour l'Afrique en contribuant à réduire le réchauffement de la planète qu'en lui fournissant une aide à court terme

Pour nous assurer par ailleurs que les agriculteurs maintiennent des dispositifs d'intervention, nous avons indiqué clairement que le programme d'aide en cas de sécheresse ne sera pas déclenché après une seule année de sécheresse. Il est essentiel selon moi de veiller à ce que la dépendance à l'égard de l'Etat soit minimale.

Une deuxième série de questions concerne la nécessité de faire des études sur les conséquences d'une sécheresse. J'ai déjà dit que notre système d'alerte

rapide tient compte d'indicateurs appartenant à une vaste gamme de secteurs. Il est vrai que l'on peut évaluer une sécheresse en mesurant un déficit pluviométrique par exemple mais cela n'est pas suffisant. Nous devons évaluer les conséquences d'une sécheresse sur les familles rurales dans deux secteurs fondamentaux. En premier lieu, nous devons dans le court terme déterminer la capacité qu'a le ménage d'accéder à un approvisionnement suffisant en aliments. En second lieu, nous devons dans le long terme déterminer la capacité qu'aura plus tard le ménage de subvenir à ses besoins lorsque la sécheresse sera terminée. Ce sont deux questions de revenu: revenu pour obtenir des aliments et revenu pour que le ménage ne perde pas ses avoirs dans le but de satisfaire des besoins à court terme.

Malheureusement, il est extrêmement difficile de mesurer les baisses de revenu. Nous utilisons comme indicateurs des données statistiques sur la pluviométrie, la production agricole et la nutrition. Il est clair que l'on devrait trouver de meilleures méthodes pour identifier les groupes dont les revenus souffrent le plus de la sécheresse (ou d'une autre catastrophe) de telle sorte que l'on puisse cibler le plus efficacement possible l'aide. Nous avons entrepris une étude pour analyser les facteurs qui semblent être associés à de faibles niveaux de nutrition.

Mesdames et messieurs,

Au Botswana, nous avons essayé autant que possible d'administrer les programmes en embauchant les agents déjà présents sur le terrain. Ce faisant, nous avons surchargé de travaux supplémentaires les agents de vulgarisation agricole à un tel point qu'ils n'ont pas pu réaliser durant la sécheresse une partie de leurs activités. Finalement, nous avons été contraints de leur affecter des assistants temporaires. Il en a été de même avec les programmes d'alimentation dans les dispensaires de village supervisés par des infirmières.

Nous sommes cependant convaincus que les programmes doivent dans toute la mesure du possible être confiés aux agents déjà en poste, lesquels seraient selon le besoin assistés par un personnel d'appoint. Cela permettra d'éviter la création de nouvelles structures chaque fois que survient une sécheresse ou encore d'employer des personnes n'ayant pas grand chose à faire entre deux sécheresses. Cela permettra également d'éviter que le programme d'aide en cas de sécheresse n'ait quasiment aucune relation avec les activités normales de développement. Ce programme doit en effet venir compléter le développement. Il est préférable que les fonctionnaires aux premiers rangs du programme de développement du pays l'exécutent et le supervisent.

Une troisième série de questions concerne les répercussions de la sécheresse sur l'environnement et l'élevage. Durant les années 70, le cheptel national était passé à trois millions de têtes et, même pendant les bonnes années, les problèmes de surpâturage et de la dégradation des pacages s'aggravaient. Avec la sécheresse, la situation s'est rapidement détériorée. Si cette tendance devait se renouveler, la désertification ferait son apparition et la capacité que nous avons de continuer à élever des animaux sur la même échelle diminuerait. C'est sans aucun doute la question environnementale la plus difficile que nous confrontons et mon gouvernement s'efforce de la résoudre de plusieurs façons :

- Premièrement, nous élaborons une stratégie nationale complète de conservation.
- Deuxièmement, nous appliquons la politique de paissance des terres tribales dont les principaux objectifs sont de promouvoir une meilleure gestion du bétail, la conservation des pâturages et la reproduction d'un bétail de qualité. Il est prévu que l'application de cette politique aura pour effet de réduire la surcharge pastorale et d'encourager une utilisation

soutenue des parcours.

-Troisièmement, une des conditions que nous imposons aux agriculteurs désireux d'obtenir un prêt est qu'ils exercent un contrôle plus rigoureux sur les pâturages.

-Quatrièmement, nous facilitons l'accès aux abattoirs en construisant dans le Nord un troisième grand abattoir. En bref, nous voulons améliorer la qualité de nos parcours, de notre bétail et de nos travaux de conservation.

Il ne fait aucun doute que l'énorme succès remporté par les programmes d'aide en cas de sécheresse est dû en partie aux préparatifs, aux plans et à la volonté d'agir. Nous avons mis en place des mécanismes interministériels chargés d'oeuvrer et de surveiller la sécheresse aux niveaux de l'administration centrale et du district. Nous avons évalué et ajusté ces programmes chaque année. S'il est vrai que les comités ont parfois été encombrants, il n'en reste pas moins qu'on ne saurait trop en souligner les avantages.

Nous avons constaté que durant une sécheresse, de nombreux pays sont prêts à aider mais leur aide est en général spécifique, en particulier l'envoi de volontaires et d'une aide alimentaire. Cette aide peut être utilisée à bon escient si les efforts sont coordonnés avec soin dans le cadre des structures existantes.

Ce discours, je le terminerai sur une pensée relativement grave. L'analyse scientifique des changements de climat a montré que le réchauffement de la planète causé par l'effet de serre progresse à une cadence sans précédent du fait des activités agricoles et industrielles de l'homme. Au fur et à mesure que ce réchauffement continue, les tropiques semi-arides seront soumis à des variations de climat encore plus prononcées. A mesure que la température moyenne augmente, on pourrait assister à une nouvelle diminution du niveau des pluies et de la teneur en humidité des sols. Nous nous attendons à ce que les futures sécheresses soient encore plus sévères.

Les pays industrialisés peuvent à long terme faire plus pour l'Afrique en contribuant à réduire le réchauffement de la planète qu'en lui fournissant une aide à court terme, laquelle est bien entendu toujours reçue avec gratitude. Au lieu de devoir apprendre à lutter efficacement contre les sécheresses, nous préfererions pouvoir les empêcher.

*Notre planète peut survivre
mais nous devons
commencer par nous aider
nous-mêmes.... En faisant
preuve de bonne volonté à
l'égard de toutes les
créatures vivantes ... nous
devrions pouvoir éliminer
d'ici quelques années ce
terrible fléau qu'est la faim.*

Permettez-moi une fois encore de vous remercier au nom du Gouvernement et du peuple botswanais pour l'honneur que vous nous avez fait en me décernant ce prix. Nous faisons nôtres sans réserve les objectifs du Projet Faim et nous travaillons à la réalisation d'objectifs analogues. Le Botswana a d'un bout à l'autre de la sécheresse beaucoup bénéficié des encouragements venus de l'étranger et il est reconnaissant de cette marque de soutien additionnel.

En conclusion, notre planète peut survivre mais nous devons commencer par nous aider nous-mêmes. Les sécheresses sont des phénomènes cycliques. Nous devons les prévoir avec une plus grande précision et mettre en place des dispositifs d'intervention. En faisant preuve de bonne volonté à l'égard de toutes les créatures vivantes et en faisant montre de compréhension et d'initiative, nous devrions pouvoir éliminer d'ici quelques années ce terrible fléau qu'est la faim.

Je vous remercie de votre attention.

Bernard Lédéa Ouedraogo

*Président et fondateur du groupement Naam,
Secrétaire général et cofondateur de l'Association internationale des six S*

MOuedraogo est un des fondateurs et dirigeants des mouvements d'autonomie locaux les plus grands et les plus réussis d'Afrique. C'est un leader audacieux et visionnaire mais aussi un penseur du développement qui a motivé des centaines de milliers de petits agriculteurs dans la région sahélienne aride de l'Afrique de l'Ouest à prendre en charge leur propre développement.

S'étant vite rendu compte au début de sa carrière que les coopératives organisées par l'administration centrale n'étaient pas acceptées par le peuple, Bernard Ouedraogo se met à la recherche d'un meilleur moyen de stimuler la participation des agriculteurs à leur propre développement. Il constate qu'existe dans sa propre société, les Mossis, un groupe traditionnel appelé « Kombi-Naam » qui rassemble tous les jeunes hommes et toutes les jeunes femmes d'un village pour diverses activités agricoles, culturelles et sociales. Au cours des ans et en étroite collaboration avec les villageois, cette structure traditionnelle du « Kombi-Naam » se transforme en groupes d'auto-assistance locaux modernisés. C'est là un parfait exemple de la transformation réussie de structures villageoises traditionnelles en une force positive de développement.

Les six S signifient « Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel ». Organisation d'aide et de formation, elle constitue le réseau le plus vaste d'agriculteurs paysans en Afrique, lequel comprend des organisations fédérées de centaines de milliers de membres dans neuf pays de l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo). L'originalité des six S réside dans les deux facteurs suivants: 1) elle est dirigée par les agriculteurs eux-

mêmes; et 2) l'argent n'est pas affecté à des projets spécifiques mais plutôt à des organisations d'agriculteurs paysans qui en déterminent eux-mêmes l'utilisation. Les fonds sont accordés gratuitement à des groupes qui observent des méthodes comptables rigoureuses, la limitation des frais administratifs, le type de projet financé et les bénéficiaires notamment.

Bernard Lédéa Ouedraogo est né en 1930 à Gourcy en Haute-Volta (aujourd'hui le Burkina Faso). En 1949, il reçoit un diplôme d'enseignant et enseigne jusqu'en 1962. Il embrasse par la suite la profession d'agent de vulgarisation rural et fonde en 1967 le mouvement Naam. En 1977, il reçoit de l'Université René Descartes de Paris Sorbonne son doctorat ès sciences sociales du développement.

Au nombre des prix qui lui ont été décernés figurent: le prix mondial de l'environnement (ONU) en 1987; le prix pour la paix (Unicef) en 1987; le prix Paul G. Hoffman pour des réalisations exceptionnelles dans le domaine du développement; et trois prix nationaux du Burkina Faso.



M. Ouedraogo

Déclaration de M. Bernard Lédéa Ouedraogo

À l'occasion de la remise du Prix Leadership Afrique, 1989

C'est aussi un grand honneur pour moi de recevoir ce Prix au nom des millions d'hommes et de femmes militant dans les organisations paysannes que je représente ici et maintenant.

Je voudrais remercier les personnes et les associations qui m'ont proposé à ce Prix, Prix dont le contenu et la tonalité dessinent l'espoir. Elles m'ont effectivement soutenu avec la sagesse, l'abnégation et la permanente détermination qu'on leur connaît. C'est un soutien franc et sans complaisance.

Je voudrais remercier la Communauté Internationale et tous nos partenaires: MISEREOR d'Allemagne, le Gouvernement Suisse, CEBEMO des Pays-Bas, Carême des Catholiques Suisses, divers organismes Allemands, Suisses, Canadiens et Français, etc. pour ne citer que ceux-là, les Nations Unies à travers l'appui du PNUD, de la FAO, de l'UNICEF, de l'UNEP, pour leur volonté affirmée et leur soutien combien inestimable à notre lutte pour enrayer la faim au Sahel.

L'occasion m'est aujourd'hui offerte pour exprimer ma profonde gratitude aux différents gouvernements des pays membres de SIX «S»: Sénégal, Mali, Niger, Mauritanie, Togo, Burkina Faso, Gambie et Guinée Bissau, pour avoir, pendant toutes ces années, favorisé l'introduction et le développement des activités de l'Association dans les zones sahéliennes, la concertation entre ONG travaillant sur le terrain, entre ONG et structures étatiques au bénéfice des populations concernées.



Une jeune fille au portail du quartier général du groupe Six-S/groupement Naam.

Je voudrais remercier particulièrement Monsieur le Président Bernard Lecomte qui a suscité le système des fonds souples. Grâce à ces fonds, il a contribué à la réalisation d'immenses îlots de succès qui nous encouragent beaucoup.

La grande sécheresse des années 1973 a eu des conséquences désastreuses dans les zones sahéliennes des pays au Sud du Sahara: les troupeaux ont été décimés, la végétation anéantie, les terres érodées, desséchées et appauvries. Les réserves céréalières et animales ont été entièrement consommées. Les familles éplorées sont parties—tantôt vers la ville, tantôt vers d'autres horizons plus hospitaliers.

Il fallait trouver une autre alternative, d'autres solutions immédiatement efficaces et durables.

« La faim, dit un paysan, n'a honte de personne et n'a pas peur de Dieu. Elle recule seulement devant le travail organisé et conscient ».

Il fallait faire renaître le village, faire revenir les familles, reconstituer l'écosystème, faire renaître la force de lutter contre l'hostilité de la nature. Mais

comment y parvenir?

En organisant les forces de travail et en prenant des mesures incitatives, en mettant à profit et en développant les qualités de la société traditionnelle africaine. Citons la solidarité et la tendance communautaire en particulier. En plus, il fallait trouver le moyen de responsabiliser les populations de leurs problèmes et leur faire prendre conscience que seules la mise en commun des efforts et les actions simples, concrètes et maîtrisables par elles-mêmes, peuvent aboutir à des résultats réels et positifs.

Nous avons tenté cela en nous inspirant d'une méthode créée en 1967 par des animateurs ruraux au Yatenga au nord du Burkina Faso, particulièrement touché par les effets de la sécheresse.

C'est une méthode de développement endogène qui respecte trois phases essentielles: la participation, l'auto-responsabilisation et la prise en charge des problèmes par les intéressés eux-mêmes afin d'éviter de créer une économie fragile.

1. La participation: elle peut être spontanée, volontaire, de fait ou suscitée. La stratégie consiste à animer les groupes-cibles en fonction de ce qu'ils sont (donc de leur nature), de ce qu'ils savent et de ce qu'ils vivent (donc de leur culture), de ce qu'ils savent faire (donc des technologies maîtrisables par eux-mêmes) et de ce qu'ils veulent (donc de leurs aspirations).

Seule la participation consciente des populations à des actions concrètes leur font mesurer l'importance des problèmes, leurs capacités à résoudre ces problèmes quelles que soient les difficultés. Une bonne pratique de l'animation incite les paysans à s'unir dans une communion de pensée et d'action.

2. La responsabilisation qui oblige à l'effort, à l'engagement, à la conscience professionnelle aigüe et à l'auto-discipline bien comprise.

3. La prise en charge des problèmes qui mène à l'autonomie financière et à une gestion de rigueur.

Ces trois étapes sont rendues possibles grâce au Groupement Paysan Naam.

Le Groupement NAAM, anciennement Kombi-Naam, qui inspire les bases essentielles de cette méthode, puise son enthousiasme et sa motivation des

sources ancestrales. Sa stratégie lui permet d'atteindre le tissu social afin de mieux combattre les inégalités sociales. On s'y présente sur le même pied d'égalité que les autres.

Ni la naissance, ni la fortune, ni le sexe n'interviennent dans les élections des responsables. Seuls comptent le caractère, le tempérament, l'esprit de sociabilisation et la compétence technique du candidat.

La démocratie qualitative, la solidarité sociale et économique, la fraternité, l'amitié, la tendance communautaire, l'exercice collectif de la responsabilité constituent l'essence de l'Association.

Dans un monde qui se déshumanise petit à petit, instaurer ces qualités dans la communauté est capital pour la survie de celle-ci.

Le Groupement NAAM a été initié au Yatenga. Mais il existe dans les autres pays sous d'autres vocables.

Mais comment faire fonctionner ces groupements dans des communautés villageoises où la volonté de vivre et de lutter est permanente et où il y a un manque minimum d'outils pour travailler ?

C'est là qu'est intervenue la Communauté Internationale par l'octroi

de subventions importantes qui ont fonctionné par le système des fonds souples. Ce sont des fonds qui sont mis à la disposition des bénéficiaires avec l'autorisation pour eux de les affecter aux activités qu'ils ont conçues eux-mêmes. Cette méthode a pour avantage de prouver à chaque membre du groupement qu'on lui fait confiance à priori, pourvu que sa gestion soit limpide.

Ce système qui a été si bien décrit par Pierre Pradervand n'est ni un projet, ni une entreprise coopérative, s'appelle SIX S : (Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel), une réplique musclée contre les effets de la faim. C'est une ONG qui octroie des prêts à des conditions douces aux groupements organisés sur la base des principes énoncés plus haut: banques de céréales, moulins à grains, élevage amélioré, maraîchage, artisanat, séchage et stockage de légumes, tissage de bandes, charrettes, etc.

Elle finance également sous forme de subvention la construction de barrages, de retenues d'eau, la lutte contre les feux de brousse, et l'utilisation de foyers améliorés, l'action de conservation des eaux et du sol, le reboisement, des forages, des centres nutritionnels et pour la formation des agents de terrain. Elle soutient les efforts des paysans dans la recherche et la réalisation de technologies maîtrisables par les intéressés.



Des groupes de travail organisé sont la base du groupement Naam.

Le Projet Faim

Le Projet Faim est une organisation internationale à but non-lucratif ayant pour objectif l'élimination de la faim dans le monde. En février 1990, plus de 6,1 millions de personnes de 152 pays avaient fait leur cet objectif en adhérant au Projet Faim. Le Projet Faim figure sur la liste des organisations bénéficiant du statut consultatif auprès du conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies.

Publications:

Publié en français et en anglais, *l'Agriculteur africain* rend hommage à la contribution inestimable du petit agriculteur africain, contribution si cruciale au développement agricole et économique du continent. Cette publication est dessinée pour encourager le dialogue grandissant entre les agriculteurs africains et les décideurs politiques, tant en Afrique qu'à l'extérieur.

Le journal du Projet Faim, *Le Point tournant*, est la publication la plus répandue dans le monde qui traite de la faim. Chaque édition est distribuée à environ 2 millions de foyers dans le monde entier.

Les Documents du Projet Faim sont des publications occasionnelles qui présentent des analyses techniques et professionnelles de sujets liés à l'élimination de la faim.

Le World Development Forum, un résumé bi-mensuel des faits, des tendances et des opinions dans le domaine du développement international, est distribué à plus de 18 000 personnes à travers le monde jouant des rôles-clés dans la création d'opinions et de politiques.

La Conférence commémorative Arturo Tanco est présentée tous les ans sous l'égide du Projet Faim pour honorer la mémoire de feu membre du conseil d'administration du Projet Faim mondial et ancien président du Conseil mondial de l'alimentation. Ces discours, par Dr M.S. Swaminathan, Le Général Olusegun Obasanjo et M. Maurice Strong (en 1989) sont publiés à travers le monde en anglais et français.

Photos :
David Bourke 3, 6, 7
IDRC Photo 12
Betty Press 15, 17

Financement pour l'initiative du Prix Leadership Afrique

La façon dont le Prix Leadership Afrique est financé est destinée à démontrer la volonté d'individus et de sociétés de prendre position en faveur de l'Afrique, de son peuple et de ses dirigeants. Le financement du Prix Leadership Afrique 1989 a été assuré en grande partie par :

Donnateur principal

Norman Sobel

Sociétés donatrices

Recruit

Ginza Akebono

Akebono Foods

Budget Rent-A-Car/

End World Hunger Inc.

Center for Global Action

First International

Hoei

Jindaiji Temple

Miki Company

The New York Hilton

Recruit FromA

Xerox Foundation

Le Staff et les Volontaires
du Projet Faim--Canada

Sociétés Partenaires

PANA Japan

Hand to Hand

The Jarl Family, Farmers of Sweden

Adams, Buckner, Dudley, Goss,
Meerow and Reid

Argonaut AB

AS International

Breakthrough Technologies, Ltd.

Canlight Development, Ltd.

Central Jersey Industrial Park

Chase Manhattan Bank

The Coca-Cola Company

Comdisco, Inc.

Creative Seminars

The DiBianca-Berkman

Group Foundation

Drexel, Burnham, Lambert, Inc.

ELFA AB

The End Hunger Network

Entrepreneurs for

Economic Development

Eurobrokers

Impart, Ltd.

JMJ Associates, Inc.

JMW Consultants Inc.

Komplett-Büro GmbH

Leon Tempelman et Fils

Louis Carta & Associates

The Los Angeles Business Community

Media 2000

Monsanto

PNE

Printronic Corporation, Ltd.

Rotary Alkmaar

Sarah et Matthew Rosenhaus

Peace Foundation

Seagull, Puter & Silversmith

The Success Factor Training

Soma Cosmetics

Systems Exchange

Stefan and Carina Hermann,

Tennis and Golf Promotion

The Traband Associates

Think Tank

Viel & Cie

Wallenius Lines

Walsh - Breathnàth

Werner Erhard Foundation

The World Bank

Partenaires

Shingo Imai

The Lancaster Group

Leeds-Bradford

Le Projet Faim--Canada

Le Projet Faim--France

Le Projet Faim--Japon

Le Projet Faim--

the United Kingdom

Le Projet Faim Major Investors

à Canada

Les Volontaires du Projet Faim

à Ottawa

Les Volontaires du Projet Faim

à Toronto

Les Volontaires du Projet Faim

à Vancouver

Robert C. Boyd

Garvin Guybutler

The Hawaii Community

Fujimura Nobuhiro

Karl Reuter

Tyne Tees

Ian et Vicky Watson

Holger et Susanne Wendt

Le Projet Faim--Australie

Le Projet Faim--

République Fédérale d'Allemagne

Le Projet Faim--Inde

Le Projet Faim--Nouvelle Zélande

Le Projet Faim--Asie Sud

Le Projet Faim--Suède/

Conseil National

Le Projet Faim--Suède

Le Projet Faim--Suisse

Le Projet Faim--États-Unis

Le Projet Faim--Zambie

Les Volontaires du Projet Faim

à l'Anchorage

Les Volontaires du Projet Faim

à Boston

Les Volontaires du Projet Faim

à Pittsburgh

Les Volontaires du Projet Faim

à San Francisco